

**Bruxelles, le 13 octobre 2025
(OR. en)**

**13918/25
ADD 1**

**COH 189
SOC 659
CADREFIN 252
POLGEN 159**

NOTE DE TRANSMISSION

Origine:	Pour la secrétaire générale de la Commission européenne, Madame Martine DEPREZ, directrice
Date de réception:	10 octobre 2025
Destinataire:	Madame Thérèse BLANCHET, secrétaire générale du Conseil de l'Union européenne
Objet:	ANNEXES du RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL sur l'évaluation de REACT-EU

Les délégations trouveront ci-joint le document COM(2025) 634 final - ANNEXES.

p.j.: COM(2025) 634 final - ANNEXES



COMMISSION
EUROPÉENNE

Bruxelles, le 10.10.2025
COM(2025) 634 final

ANNEXES 1 to 2

ANNEXES

du

RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL sur l'évaluation de REACT-EU

Annexe I: Échantillons de résultats des évaluations nationales de REACT-EU

Résumé des évaluations nationales de REACT-EU (ou de la crise)

Pays/évaluation	Efficacité	Efficience	Pertinence	Cohérence	Valeur ajoutée de l’UE/Autres
Belgique (Wallonie) <i>Évaluation de la contribution de l’axe prioritaire 8 (REACT-EU) du programme opérationnel FEDER pour la période 2014-2020 «Wallonie-2020.EU»</i> <i>(CCI 2014BE16RFOP003)</i>	L’adaptation de l’infrastructure hospitalière et les investissements dans du matériel et des équipements médicaux financés au moyen de REACT-EU ont permis d’améliorer la réponse des établissements de santé aux besoins et de renforcer leur résilience. L’acquisition d’équipements de pointe et le financement de la recherche en matière de santé ont été les approches adéquates pour répondre aux besoins. La gestion centralisée des mesures sanitaires a permis d’établir une cartographie complète des ressources disponibles et de fournir ainsi une vue d’ensemble pour la gestion future des crises. Le niveau de maturité numérique des PME a augmenté, en particulier celui des microentreprises, ce qui a facilité l’adoption de solutions numériques avancées par ces dernières et a ainsi renforcé leur compétitivité et leur résilience. Le soutien apporté aux PME dans leur transition vers une économie utilisant plus efficacement l’énergie a contribué à une réduction estimée de la consommation d’énergie et des émissions de CO₂ ainsi qu’à une augmentation estimée de la production d’énergie à partir de ressources renouvelables.	La gestion centralisée des mesures sanitaires a permis de mieux anticiper les besoins des établissements de santé et d’optimiser la répartition des équipements. De même, la mesure visant la transition vers une économie verte a été mise en œuvre par l’intermédiaire d’une entité juridique fonctionnant en tant que bénéficiaire direct unique, qui a mis à la disposition des PME un soutien financier, c’est-à-dire plus de 500 prêts pour la mise en œuvre de mesures d’efficacité énergétique. Les délais de mise en œuvre relativement courts ont entraîné des difficultés, notamment des retards dans la mise en œuvre des projets (qui ont également entraîné dans certains cas une sous-utilisation du budget disponible), des problèmes liés aux marchés publics et une charge administrative importante. Une asymétrie entre les mesures a été constatée, les résultats obtenus ayant été proportionnels au budget et aux moyens d’investissement.	La plupart des bénéficiaires ayant participé à l’enquête d’évaluation ont confirmé que le soutien de REACT-EU a permis de répondre pleinement (49 %) ou suffisamment (37 %) à leurs besoins. Bien que la plupart des besoins en matière d’infrastructures de santé aient été satisfaits, certains l’ont été dans une moindre mesure en raison de l’incapacité à achever certaines améliorations. REACT-EU a joué un rôle dans la transition énergétique en catalysant des avancées dans la recherche et le développement de technologies vertes et en encourageant les entreprises et les institutions à adopter des pratiques durables et à intégrer des solutions énergétiques plus respectueuses de l’environnement.	REACT-EU a complété les autres axes prioritaires du programme en fournissant des ressources supplémentaires pour accélérer la mise en œuvre des priorités existantes, tout en introduisant de nouvelles mesures pour résoudre les problèmes urgents posés par la crise sanitaire. Sur le plan horizontal, REACT-EU visait à contribuer aux principales priorités de l’UE, y compris la transition vers une économie à faibles émissions de carbone et le développement durable.	REACT-EU a joué un rôle crucial dans la fourniture d’un soutien financier supplémentaire aux programmes de cohésion des États membres. Cet axe prioritaire visait à apporter un soutien supplémentaire afin de renforcer la résilience des économies régionales et de les aider à se remettre de la crise.
Tchéquie <i>Évaluation thématique de l’accord de partenariat pour la période 2014-2020 – Objectif 6: évaluation de l’utilisation de la dotation supplémentaire REACT-EU</i> <i>(CCI 2014CZ16RFOP002)</i>	REACT-EU a contribué à la mise à niveau des services de santé, du matériel et des équipements dans les hôpitaux, les établissements de santé et les laboratoires, ainsi qu’à la modernisation du système de secours intégré, ce qui a permis d’améliorer la qualité des services de santé. Le soutien apporté par REACT-EU a été utilisé pour réduire les coûts de fonctionnement des services sociaux en misant sur les économies d’énergie dans les bâtiments et l’utilisation accrue de véhicules électriques, ce qui contribue à la viabilité environnementale de ces services. Ce soutien a contribué en partie à réaliser certains des investissements à long terme qui étaient prévus.	Au moment de l’évaluation, les changements dans les activités concernaient principalement les investissements liés à la santé en raison de la mise en œuvre en cours (par exemple réduction des travaux de construction au profit de l’achat d’équipements). Pour les projets qui n’étaient pas achevés ou qui n’avaient pas fait l’objet de procédures d’appel d’offres, il existait un risque d’augmentation considérable du budget par rapport à la demande initiale. Cette situation était due à la forte hausse des prix et des taux d’intérêt entre la demande de soutien et la mise en œuvre des activités.	Les appels REACT-EU visaient à renforcer la résilience de la Tchéquie et de ses régions face aux situations de crise. En outre, les projets ont soutenu la viabilité environnementale des services fournis et la résilience aux risques physiques et numériques.	Le soutien REACT-EU a été mis à la disposition des bénéficiaires de 223 municipalités dans toutes les régions tchèques, ce qui a permis une transformation territoriale plus équitable.	REACT-EU a permis aux bénéficiaires de développer et de maintenir des services de qualité qui n’auraient pas pu être intégralement mis en œuvre sans le soutien de l’initiative en raison d’un manque de financement. Plus de la moitié des bénéficiaires ont déclaré qu’ils n’auraient certainement pas réalisé les investissements dans les infrastructures sociales sans ce soutien.
Danemark <i>L’évaluation porte sur le programme «Entreprises» financé par l’initiative REACT-</i>	Les entreprises soutenues se sont consolidées et ont renforcé leur capacité d’adaptation ainsi que leur capacité à relever les défis futurs, car elles se sont mieux préparées à répondre aux demandes	L’initiative REACT-EU a pu être mise en œuvre facilement et la demande pour bénéficier de ses fonds a été forte tout au long de la période de programmation. Le programme «Entreprises» a	Le volet «numérique» en faveur des PME était pertinent pour les entreprises souhaitant démarrer leurs activités ou compléter l’un des autres	L’interaction entre les mesures du FEDER et du FSE aurait pu être mieux exploitée, malgré leur complémentarité pour les entreprises.	-

<i>EU au Danemark. Ce programme comprend quatre volets indépendants.</i> <i>(2014DK16RFOP001; 2014DK05SFOP001)</i>	futures en ce qui concerne les clients, la concurrence, la société et leurs chaînes de valeur. Le programme leur a permis de se développer davantage et plus rapidement qu’elles ne l’auraient fait autrement. Ce constat a été particulièrement vrai au cours de la période qui a suivi la pandémie de COVID-19, lorsque plusieurs initiatives de développement ont été mises en suspens dans les entreprises et que l’appétence au risque de celles-ci était faible. Toutefois, dans certains volets des programmes soutenus, plusieurs participants ont sollicité des subventions trop élevées ou en ont trop sollicité et n’ont pas été en mesure de mettre en œuvre les projets ou d’utiliser les fonds, ce qui a entraîné des retards importants. Les conseillers ont été plus efficaces pour mobiliser des entreprises que pour leur donner des orientations tout au long des projets, et les lignes directrices n’étaient pas toujours suffisamment claires.	réussi à créer un point de contact unique pour de nombreux services. Néanmoins, il est possible de renforcer la cohérence entre les volets du programme, notamment en ce qui concerne la procédure de demande, les exigences et les critères afin de faciliter l’accès aux aides. Plusieurs entreprises ont estimé que la documentation était fastidieuse et complexe, ce qui a entravé la mise en œuvre du projet.	parcours. L’activité liée aux salons soutenue par la mesure «exportation» en faveur des PME était particulièrement pertinente pour un certain nombre de petites entreprises. La mesure «verte» en faveur des PME semble avoir constitué une contribution financière importante pour les entreprises, tandis que l’action pilote pour la croissance des PME a fourni aux entreprises un financement adapté à leurs besoins.		
Finlande <i>Évaluation des mesures REACT-EU financées au titre du programme opérationnel «Croissance durable et emplois pour la période 2014-2020»</i> <i>(CCI 2014FI16M2OP001)</i>	Les fonds REACT-EU ont été utilisés pour aider à réparer les dommages causés par la pandémie de COVID-19. Ils ont soutenu les entrepreneurs et les entreprises en renforçant les compétences des entreprises, en prévenant le chômage et en améliorant la position des employés sur le marché du travail. Les projets ont également contribué à améliorer les compétences numériques des participants et leurs perspectives d’emploi. En outre, ils ont permis de renforcer la capacité des entreprises à changer et à s’adapter avec souplesse en anticipant les événements. Les transitions écologique et numérique ont été favorisées par des projets visant à réformer les technologies et les processus de production des entreprises, à développer les compétences et les capacités, à réaliser des investissements, à générer de nouvelles informations sur le marché et à mettre au point de nouveaux produits et services.	Le mécanisme de mise en œuvre du financement au titre de REACT-EU s’est avéré efficace en raison du modèle de gestion et des structures du programme en place. Le financement supplémentaire a été intégré avec succès dans le programme existant du FEDER, même si les structures rigides du programme ont parfois constitué un obstacle. La courte période de mise en œuvre a sans aucun doute nui à l’efficacité de l’initiative. Néanmoins, l’utilisation de systèmes établis et une approche souple ont permis de prendre rapidement des mesures. L’utilisation des systèmes informatiques existants et des méthodes opérationnelles de la période de programmation 2014-2020 pour gérer le financement a été particulièrement utile.	Les résultats obtenus grâce au financement REACT-EU ont été pertinents et opportuns, et ont permis de répondre aux nouveaux besoins créés par la pandémie de COVID-19. Toutefois, le recours massif à la politique de cohésion pour faire face à des crises soudaines a mis en évidence la nécessité d’une plus grande flexibilité interne. Le financement supplémentaire a été crucial pour les régions et les industries du sud et de l’ouest de la Finlande, qui ont été les plus touchées par la pandémie.	Le financement REACT-EU est resté conforme aux objectifs initiaux et à la logique opérationnelle du programme. REACT-EU a contribué à combler l’écart entre l’ancienne et la nouvelle période de programmation en ce qui concerne le financement et le lancement de nouvelles activités de projet.	L’instrument a apporté une valeur ajoutée considérable qui n’aurait pas pu être obtenue en ayant recours uniquement aux instruments nationaux. La perspective temporelle a été essentielle dans la mesure où le financement REACT-EU a ciblé le développement à long terme tandis que les subventions nationales ont visé à faire face aux crises de trésorerie immédiates. Sans le financement fourni au titre de REACT-EU, le soutien apporté aux régions du sud et de l’ouest de la Finlande aurait été beaucoup moins important.
Allemagne <i>Évaluation des mesures financées par REACT-EU au titre du programme opérationnel «FEDER en Rhénanie-Palatinat pour la période 2014-2020»</i> <i>(CCI 2014DE16RFOP010)</i>	<i>Recherche, développement et innovation:</i> des objectifs clés, tels que le développement de nouvelles technologies et la promotion de la capacité d’innovation, ont été atteints. REACT-EU a contribué au soutien à l’emploi, à la transformation numérique et à la stabilité de l’économie. <i>Compétences technologiques:</i> les projets de recherche ont porté essentiellement sur la santé, la biotechnologie et la transformation écologique. Ces investissements au titre de REACT-EU ont représenté plus de 70 % de l’ensemble des projets soutenus au titre de l’axe prioritaire n° 1 et ont	Le nombre d’opérations approuvées pour la quasi-totalité des mesures peut être jugé adéquat. Le court délai de mise en œuvre a posé des difficultés et certains projets n’ont pas pu être exécutés dans le temps imparti. Les parties prenantes ont estimé que l’utilisation des stratégies, des demandes de projets et des programmes de financement existants a favorisé l’efficacité. Toutes les parties prenantes ont bien coopéré et ont fait preuve d’une grande réactivité. Dans le même temps, des améliorations potentielles ont été mises en évidence en ce qui concerne la clarté de la communication et la	REACT-EU a favorisé la réaction à la crise et la relance de l’économie ainsi que d’autres acteurs de la société.	Les projets se sont bien intégrés dans les objectifs stratégiques régionaux et, ont, de ce fait, contribué aux objectifs stratégiques nationaux. En ce qui concerne les objectifs transversaux, les innovations technologiques sont souvent considérées comme des facteurs contribuant à la viabilité, tandis que les projets liés au secteur du tourisme contribuent dans une large mesure à l’égalité des chances, à la non-discrimination et à l’inclusion. L’évaluation a également supposé une contribution très élevée au	-

	contribué à réduire l'écart de performance en matière de recherche, de développement et d'innovation (RDI) entre la Rhénanie-Palatinat et la moyenne fédérale. <i>Tourisme</i>: les investissements réalisés au titre de REACT-EU ont amélioré la compétitivité des PME du secteur du tourisme et stabilisé les performances économiques du secteur. <i>Objectifs climatiques</i>: REACT-EU a apporté un soutien à des projets de démonstration visant à réduire les émissions de CO₂ et les ressources dans les entreprises et les municipalités.	planification budgétaire. Le manque de clarté au sujet du décaissement du financement REACT-EU, notamment le décaissement en deux tranches, a été jugé comme problématique. Dans le domaine de la RDI, les demandes au titre de REACT-EU ont été nettement plus nombreuses que celles au titre du programme ordinaire du FEDER (probablement en raison de taux de cofinancement plus élevés). Toutefois, environ la moitié des demandes ont dû être rejetées car, en réalité, il était peu probable qu'elles soient réalisables.		développement durable en matière de protection du climat et de l'environnement.	
Hongrie <i>Évaluation des mesures REACT-EU au titre des programmes opérationnels «Développement des ressources humaines», «Développement économique et innovation» et «Efficacité environnementale et énergétique» (EFOP, GINOP, KEHOP) pour la période 2014-2020</i> <i>(CCI 2014HU05M2OP001; CCI 2014HU16M0OP001; CCI 2014HU16M1OP001)</i>	L'efficacité des programmes visant à gérer les conséquences sanitaires de la pandémie de COVID-19 n'a pu être évaluée que partiellement, car la plupart des projets ont mis l'accent sur le remboursement a posteriori de dépenses financées auparavant par le budget national. Par conséquent, il a été difficile de quantifier leur incidence, même si les coûts imputés ultérieurement aux fonds de l'UE ont été très bénéfiques pour les finances publiques. Les projets ont visé à atténuer les effets négatifs de la pandémie sur l'économie et le marché du travail. Les entreprises ont bénéficié d'un soutien pour former leurs salariés et les conserver. Dans le cas des subventions salariales destinées à maintenir l'emploi, 361 051 emplois au total ont été préservés grâce à des projets financés par REACT-EU. L'effet positif le plus important a été la progression et l'accélération de la numérisation.	Malgré la mise en place de procédures accélérées, la numérisation incomplète de l'administration publique et l'interconnexion des différents systèmes informatiques ont constitué un obstacle à l'efficacité.	Les mesures de lutte contre la pandémie financées par REACT-EU ont été fortement axées sur des secteurs particuliers et n'ont pas nécessairement ciblé ou traité les différences territoriales. Les différents groupes sociaux n'ont pas eu les mêmes possibilités d'accès aux solutions numériques et au télétravail, ce qui a pu amplifier les disparités sociales, régionales et institutionnelles existantes, ainsi que le risque de décrochage scolaire.		8 % des entreprises qui ont été soutenues et incluses dans l'enquête d'évaluation ont déclaré que, sans le soutien de REACT-EU, elles auraient fait faillite après la pandémie et que le soutien dont elles ont bénéficié a été «vital».
Irlande <i>Évaluation de REACT-EU</i> <i>(CCI 2014IE16RFOP001; CCI 2014IE16RFOP002)</i>	En Irlande, l'initiative REACT-EU a joué un rôle essentiel dans le secteur de l'éducation en permettant la réouverture des écoles en toute sécurité au cours de l'année scolaire 2021/2022. Ce soutien financier a contribué à aider les écoles à remédier aux problèmes sociaux et émotionnels causés par les fermetures, tels que la réinsertion sociale, les difficultés psychologiques et les besoins particuliers supplémentaires des élèves. Le financement a considérablement renforcé la résilience du système éducatif irlandais: • amélioration des infrastructures/mesures en matière de santé et de sécurité; • préparation des procédures et du personnel/rétablissement social; • équité en matière de résilience/soutien aux groupes vulnérables. Le soutien apporté a été largement considéré comme rentable: 73 % des personnes interrogées dans tous les types d'écoles et 77 % des	Les fonds alloués ont varié selon les années scolaires et les types d'établissements, la plus grande part du financement ayant été octroyée aux écoles primaires, tandis que les dépenses par élève ont été plus élevées pour les établissements d'enseignement secondaire, répondant aux besoins opérationnels. Parmi les problèmes recensés ont figuré des inefficacités dans les marchés publics, avec des signalements de surtarifications et de procédures complexes. Des écoles ont suggéré que la centralisation de l'approvisionnement aurait pu améliorer l'efficacité et réduire le stress des directeurs. Selon les données de l'enquête, 81 % des personnes interrogées ont été satisfaites de la rapidité avec laquelle le financement a été accordé. Certaines personnes ont constaté des retards dans le déploiement initial, ce qui a	Les données de l'enquête d'évaluation révèlent que la plupart des écoles ont perçu le financement comme un élément essentiel, reconnaissant que les ressources ont répondu à leurs besoins. Il ressort également de l'enquête que la répartition des ressources entre les différents types d'établissements a été perçue de manière positive. Les personnes interrogées ont souligné l'importance d'un soutien durable pour atténuer les conséquences à long terme de la pandémie pour les écoles défavorisées.	Bien qu'il ne s'agissait pas d'une priorité, le fonds a soutenu certains aspects des transitions écologique et numérique de l'UE. Bien que les améliorations des systèmes de ventilation intégrant des technologies à faible consommation d'énergie aient été alignées sur les objectifs de développement durable, ces efforts n'ont pas fait partie d'une stratégie globale. L'analyse de l'évaluation a mis en évidence l'incidence du fonds sur la promotion de l'équité et de l'accès à l'éducation. Le programme «Assurer l'égalité des chances dans les écoles» (DEIS) a joué un rôle central dans la lutte contre les inégalités en matière d'éducation pendant la pandémie.	-

	établissements scolaires spéciaux ont admis que la réouverture n’aurait pas été possible sans ce financement.	accentué le stress des chefs d’établissement lors de la réouverture.			
Italie <i>Évaluation des mesures financées par REACT-EU au titre de l’axe prioritaire n° 6 du programme opérationnel «Entreprises et compétitivité» pour la période 2014-2020 (CCI 2014IT16RFOP003)</i>	En ce qui concerne l’état d’avancement des différents investissements, les problèmes suivants ont été recensés: - un taux important de retraits et d’abandons de propositions de projets dans le cadre de l’appel «Machines innovantes»; - un grand nombre de projets menés dans le cadre de l’appel «Investissements durables 4.0» ayant enregistré peu de progrès matériels et financiers. Il est ressorti de l’analyse des deux appels à propositions que la plupart des entreprises bénéficiaires étaient de petite taille, actives dans les secteurs de l’alimentation et de la production, et concentrées géographiquement en Campanie et en Lombardie. En ce qui concerne la transition écologique, les investissements visaient, dans une mesure limitée, à transformer les processus en un processus circulaire. Bien que les projets aient souvent procuré des avantages en ce qui concerne l’utilisation efficace des ressources et la réduction des déchets, moins de la moitié des bénéficiaires de l’appel «Investissements durables 4.0» ont envisagé de tels investissements, qui concernaient pour la plupart des installations photovoltaïques.	Les besoins recensés après la pandémie ont été satisfaits très efficacement et rapidement. La forte participation des entreprises aux deux appels à propositions en témoigne. En octobre 2023, des versements d’un montant de 1,7 milliard d’euros environ avaient été effectués, représentant plus de 80 % de l’enveloppe budgétaire prévue. L’utilisation des canaux de soutien existants, en s’appuyant sur le niveau de connaissance des bénéficiaires concernant les procédures en vigueur, a facilité le déploiement rapide des ressources.	Les interventions financées visaient explicitement à aider les entreprises à surmonter les effets négatifs de la pandémie de COVID19, tout en favorisant une reprise durable sur les plans environnemental et numérique. Il a été préconisé dans l’évaluation de mieux cibler les besoins spécifiques des entreprises et d’adapter les futurs appels à propositions. Les choix effectués par l’administration en matière d’allocation des ressources ont également reflété l’objectif d’un rééquilibrage territorial et socio-économique. En effet, les interventions dans les régions méridionales ont bénéficié d’une concentration des ressources ainsi que de mécanismes de récompense sous la forme d’intensités d’aide plus élevées sur une base territoriale.	La conception globale a montré un niveau élevé de cohérence avec les objectifs stratégiques de l’initiative REACT-EU, en essayant d’équilibrer équitablement les trois principaux objectifs. La nécessité de combiner des mesures d’urgence avec des objectifs plus structurels et des délais de mise en œuvre serrés a révélé certaines contradictions dans les modalités de mise en œuvre. De manière générale, la combinaison de mesures a été cohérente avec d’autres initiatives financées par la région, malgré quelques chevauchements, notamment avec certaines initiatives financées par des programmes régionaux ou avec d’autres ressources nationales et, dans certains domaines, avec le plan national pour la reprise et la résilience. Par rapport à d’autres initiatives financées au niveau national, il n’y a pas eu de chevauchement en général.	Les avis recueillis dans le cadre d’entretiens et d’enquêtes directes ont montré que le soutien de l’UE a incontestablement accéléré la mise en œuvre d’investissements que les entreprises avaient déjà considérés comme stratégiques et nécessaires, ce qui a souvent favorisé le financement de projets plus ambitieux que ceux qui auraient pu être mis en œuvre en l’absence de soutien.
Lettonie <i>Évaluation du financement au titre de REACT-EU dans le cadre du programme opérationnel «Croissance et emploi» pour la période 2014-2020 en Lettonie (2014LV16MAOP001)</i>	REACT-EU a apporté un soutien dans les domaines suivants. <i>Santé:</i> amélioration des infrastructures des établissements médicaux et projets de recherche apportant des solutions pour lutter contre la COVID-19. <i>Éducation:</i> numérisation des systèmes éducatifs couvrant 40 % des établissements d’enseignement supérieur lettons. <i>Emploi:</i> programmes de formation ciblés en faveur de 26 235 personnes. <i>Projets culturels:</i> soutien pour la couverture des coûts d’entretien réguliers des organisations culturelles ainsi que pour la mise en place de nouveaux projets. <i>Entrepreneuriat:</i> prêts, subventions et soutien non financier pour le développement des entreprises ainsi que pour des formations visant à améliorer les compétences des salariés et les activités de promotion des exportations.	Les responsables des projets auraient souhaité que les règlements du cabinet des ministres soient approuvés plus rapidement et avoir plus de temps pour leur mise en œuvre. Bon nombre des projets mis en œuvre ont concerné des activités de construction. La COVID-19, les sanctions, l’inflation et les perturbations de la chaîne d’approvisionnement ayant entraîné une forte hausse des prix de la construction, les responsables ont dû revoir les projets, notamment leurs coûts et leurs délais. Pour ceux qui mettaient en œuvre pour la première fois des projets financés par l’UE, par exemple pour les représentants du secteur culturel, les difficultés ont consisté à fournir tous les rapports nécessaires, à procéder à des contrôles de conformité et à travailler avec le système informatique de gestion des fonds relevant de la politique de cohésion (KPVIS).	-	La priorité horizontale «égalité des chances» a été respectée. Des mesures supplémentaires ont également été prises dans le cadre de certains projets afin de garantir l’accessibilité pour les personnes handicapées. La formation dans un environnement numérique a également favorisé le respect de ces principes et offert des possibilités de participation à partir de régions plus éloignées. La priorité horizontale «développement durable» a été respectée en appliquant les principes des marchés publics «verts». Bon nombre des projets mis en œuvre, notamment les formations, la numérisation de la formation, la recherche et l’amélioration de l’efficacité énergétique des bâtiments, ont été axés sur le développement durable.	-

	<i>Objectifs écologiques:</i> efficacité énergétique des infrastructures municipales et reconstruction des immeubles d’habitation collectifs afin de créer un meilleur cadre de vie. Bon nombre des projets mis en œuvre devraient avoir une incidence à long terme.				
Pologne <i>Évaluation de la mise en œuvre de l’instrument REACT-EU en Pologne au cours de la période 2014-2020</i> <i>(2014PL05M9OP001; 2014PL16M1OP001; 2014PL16RFOP001; 2014PL16RFOP002; 2014PL16M2OP001 à 2014PL16M2OP016)</i>	Les résultats de l’enquête ont révélé que les activités ont été très efficaces. <i>Infrastructures énergétiques:</i> amélioration de l’efficacité énergétique dans les entreprises et les bâtiments publics, développement de l’énergie générée par les prosommateurs et construction d’installations pour la production d’énergie à partir de sources renouvelables. Un soutien supplémentaire a été accordé à un projet de construction de gazoduc. <i>Soins de santé:</i> investissements dans les infrastructures des hôpitaux et des cliniques, aide psychologique et développement des compétences professionnelles. <i>Transports à faibles émissions:</i> achat de matériel roulant neuf à faibles émissions; construction ou modernisation d’infrastructures urbaines de transport; élaboration de plans de mobilité urbaine durable. Mesures considérées comme efficaces de manière générale. <i>Soutien aux entreprises:</i> REACT-EU a contribué à atténuer les effets négatifs de la pandémie sur le fonctionnement des entreprises. <i>Transformation numérique:</i> développement des services en ligne et numérisation de l’administration, ce qui a atténué l’incidence de la pandémie sur les entreprises, principalement en permettant le travail à distance et la numérisation des canaux de vente. <i>Problèmes liés aux migrations:</i> en raison de la grande diversité des projets et de l’absence d’approche cohérente, il n’est pas possible d’estimer l’incidence de l’ensemble des projets sur la situation des réfugiés ukrainiens.	<i>Infrastructures énergétiques:</i> l’évaluation révèle que le rapport entre les dépenses engagées et les résultats obtenus a été satisfaisant. Les principales difficultés ont été les budgets et les calendriers des projets (retards). En outre, le délai entre la soumission de la proposition de projet et la mise en œuvre du projet a été relativement long et a pâti d’une forte inflation. <i>Soins de santé:</i> De manière générale, l’instrument a été mis en œuvre sans heurts. Une lacune a été constatée en ce qui concerne le suivi des résultats des interventions. <i>Transports à faibles émissions:</i> l’une des conditions essentielles à l’octroi d’un soutien était que les projets devaient déjà être à un stade avancé de leur mise en œuvre. <i>Transformation numérique:</i> les principales difficultés ont été les contraintes de temps dues à la signature tardive des accords de financement et le niveau variable des compétences numériques des bénéficiaires dans le secteur public. Malgré cela, la plupart des projets ont été mis en œuvre avec succès. <i>Problèmes liés aux migrations:</i> le manque de possibilités pour allouer des fonds en raison de l’état d’avancement des actions dans d’autres domaines d’intervention au titre de REACT-EU a été perçu comme une restriction majeure. Un goulet d’étranglement a été constaté entre la décision d’utiliser REACT-EU et le soutien apporté aux bénéficiaires finaux. Il existe un potentiel de simplification des procédures pour accélérer le lancement des instruments d’urgence à l’avenir.	<i>Infrastructures énergétiques:</i> la pandémie a eu une incidence négative sur les activités d’environ deux cinquièmes des bénéficiaires, qui ont utilisé l’aide fournie par REACT-EU principalement pour réduire leurs coûts de fonctionnement. <i>Soins de santé:</i> les bénéficiaires ont déclaré que le soutien a eu une incidence importante sur l’amélioration de la qualité et de l’accessibilité des services de santé. La plupart des bénéficiaires ont constaté qu’il a renforcé la résilience face aux crises futures. <i>Transports à faibles émissions:</i> le soutien a permis de répondre aux enjeux recensés, notamment le rétablissement du rôle des transports publics après la pandémie, la mise en place de solutions de transport appropriées pour les habitants et la limitation des effets néfastes des transports sur l’environnement. <i>Soutien aux entreprises:</i> l’ampleur du soutien a été relativement limitée par rapport aux interventions nationales. <i>Transformation numérique:</i> selon près de la moitié des bénéficiaires au titre de cet objectif, le soutien de REACT-EU a été nécessaire pour pouvoir mettre en œuvre le projet. <i>Problèmes liés aux migrations:</i> en raison de la mise en œuvre tardive (par rapport au pic de la crise migratoire), outre le soutien aux réfugiés, l’accent a été mis sur le renforcement de la résilience face aux crises futures.	<i>Transports à faibles émissions:</i> les activités ont complété les actions antérieures dans ce domaine et ont fait partie de stratégies plus larges pour le développement de transports urbains durables. <i>Transformation numérique:</i> un bénéficiaire de subvention sur deux et un emprunteur sur trois ont déclaré que l’état actuel de la numérisation de leur entreprise a été influencé par le projet mis en œuvre avec le soutien de REACT-EU. Le principe de non-discrimination a été appliqué selon deux axes: passif (il n’y avait pas de solutions discriminatoires) et actif (projets créés pour permettre à des groupes de personnes susceptibles de faire l’objet de discriminations de participer sur un pied d’égalité).	Le montant total alloué à l’instrument s’est élevé à 8,2 milliards de PLN. Il est important de noter que les instruments REACT-EU sont apparus à un moment où les fonds publics et de l’UE avaient déjà été alloués et où les fonds de la période de programmation 2021-2027 n’étaient pas encore disponibles.
Suède <i>Évaluation des mesures financées par REACT-EU au titre du programme opérationnel «Investissement</i>	Dans le cadre des projets régionaux en faveur de l’emploi, on estime que la participation a eu pour effet d’augmenter de 1 % la probabilité d’occuper un emploi après la participation. La probabilité d’être inscrit en tant que demandeur d’emploi était supérieure de 3 % par rapport au groupe témoin. Aucun effet sur la participation	En comparaison des projets précédents relevant du FSE, les projets régionaux ont eu un coût horaire de participation plus élevé. L’évaluation a révélé que cela pouvait s’expliquer principalement par des facteurs externes, notamment le court délai de préparation et les difficultés à recruter des participants.	L’objectif thématique était très pertinent au moment du lancement de l’initiative. Toutefois, la pertinence de l’objectif visant à contribuer à la réparation des dommages à la suite de la crise s’est affaiblie au fil du temps, les besoins étant devenus moins	Le gouvernement suédois a choisi d’adopter une perspective relativement ouverte et large pour l’élaboration de REACT-EU. Cela a eu une incidence, entre autres, sur les appels de fonds pour les projets régionaux. Outre les cadres déjà mis en	Le financement de l’UE a apporté une valeur ajoutée au service public de l’emploi suédois au niveau organisationnel. En plus de la sécurité financière qu’il a procurée au service public de l’emploi suédois pendant cette période d’incertitude, ce dernier a pu élaborer une méthode pour la définition des compétences vertes et

<i>dans la croissance et l'emploi» pour la période 2014-2020 (2014SE05M9OP001)</i>	aux études ou sur les niveaux de salaire n'a été recensé. Dans le cadre des projets de développement des compétences et du projet Kickstart, aucun effet significatif sur le plan statistique n'a été recensé.	Le coût des projets régionaux a également été élevé par rapport à l'augmentation attendue des recettes fiscales résultant de la participation à des opérations relevant du FSE. L'élaboration de REACT-EU a été caractérisée par un niveau élevé de complexité et d'incertitude, qui a été bien géré de manière générale. Toutefois, l'élaboration du programme a limité la possibilité d'agir efficacement dans une situation de crise. L'allocation des fonds a été efficace dans l'ensemble. Néanmoins, leur allocation à des projets régionaux a nui à l'efficacité, compte tenu de la définition du groupe cible et de l'évolution du chômage. La mise en œuvre de REACT-EU par le Conseil du FSE a été marquée par des difficultés initiales. Cependant, dans l'ensemble, ce dernier a géré avec efficacité sa marge de manœuvre ainsi que l'initiative compte tenu des conditions.	importants que ceux prévus initialement. L'objectif visant à contribuer aux transitions écologique et numérique a eu une certaine incidence sur la gouvernance de REACT-EU. Cette incidence a été conforme au niveau d'ambition de l'UE: 25 % du financement total de REACT-EU devait contribuer aux objectifs climatiques. L'objectif visant à contribuer à une reprise résiliente a eu peu d'incidence sur la gouvernance de REACT-EU. Les objectifs opérationnels faisaient défaut et l'objectif n'a pas été mis en avant lors de la préparation ou du suivi.	place par la Commission européenne en ce qui concerne notamment la délimitation des groupes cibles, les appels à propositions ont été relativement larges. De plus, les appels n'exigeaient pas que les projets contribuent à la transition numérique ou écologique, le gouvernement suédois ayant choisi d'inclure cet objectif uniquement dans l'appel à propositions adressé au service public de l'emploi. À la place, les appels mentionnaient les transitions écologique et numérique comme un exemple d'actions que les projets pouvaient cibler (sans y être obligés).	numériques, qui s'est avérée utile pour répondre aux besoins de compétences dans le cadre des transitions écologique et numérique.
--	--	---	---	---	---

Annexe II: Méthode et données supplémentaires

Méthode

L'évaluation a reposé sur trois sources principales de recherche documentaire:

- les données relatives à la mise en œuvre communiquées par les États membres à la Commission au moyen du système SFC2014;
- les études réalisées pour l'évaluation ex post du FSE et du FEDER;
- les évaluations nationales.

En particulier, l'évaluation a utilisé les données contenues dans le système SFC2014 pour fournir les statistiques sur le nombre de jours nécessaires à la modification des programmes et sur les aspects financiers. La plupart des affirmations concernant la pertinence, les effets et la valeur ajoutée de l'initiative REACT-EU ont reposé sur les conclusions des études réalisées pour l'évaluation ex post du FEDER et du FSE. Pour le premier, un module de travail spécifique a été consacré à REACT-EU; pour le second, l'étude a inclus une étude de cas spécifique qui ne portait pas uniquement sur REACT-EU. L'étude à l'appui de l'évaluation ex post du FSE a inclus également une étude de cas sur l'initiative intitulée «action de cohésion pour les réfugiés en Europe» (CARE): la plupart des conclusions concernant le soutien du FSE aux personnes fuyant l'agression militaire en Ukraine ont été fondées sur ces travaux. Pour le FEDER, l'étude de cas spécifique sur la crise des réfugiés a couvert à la fois CARE et REACT-EU. (En ce qui concerne CARE, le rapport spécial de la Cour des comptes européenne sur l'initiative a constitué une source supplémentaire.) Enfin, des exemples tirés d'évaluations nationales ont été utilisés à des fins d'illustration. Les résumés de toutes les évaluations sont disponibles dans la [bibliothèque d'évaluations](#) de la DG REGIO.

De récentes modifications réglementaires ont reporté la clôture du programme à février 2026. Par conséquent, seules les données de réalisation des indicateurs à la fin de 2022 ont pu être prises en considération dans l'analyse. Celles-ci ne couvraient que deux des trois années de mise en œuvre concernées, ce qui a limité l'appréciation de l'efficacité. Les données relatives aux opérations et aux bénéficiaires n'ont pas été suffisamment normalisées; en raison de la disponibilité inégale des microdonnées, il n'a pas été possible de procéder à une solide analyse quantitative de l'efficacité.

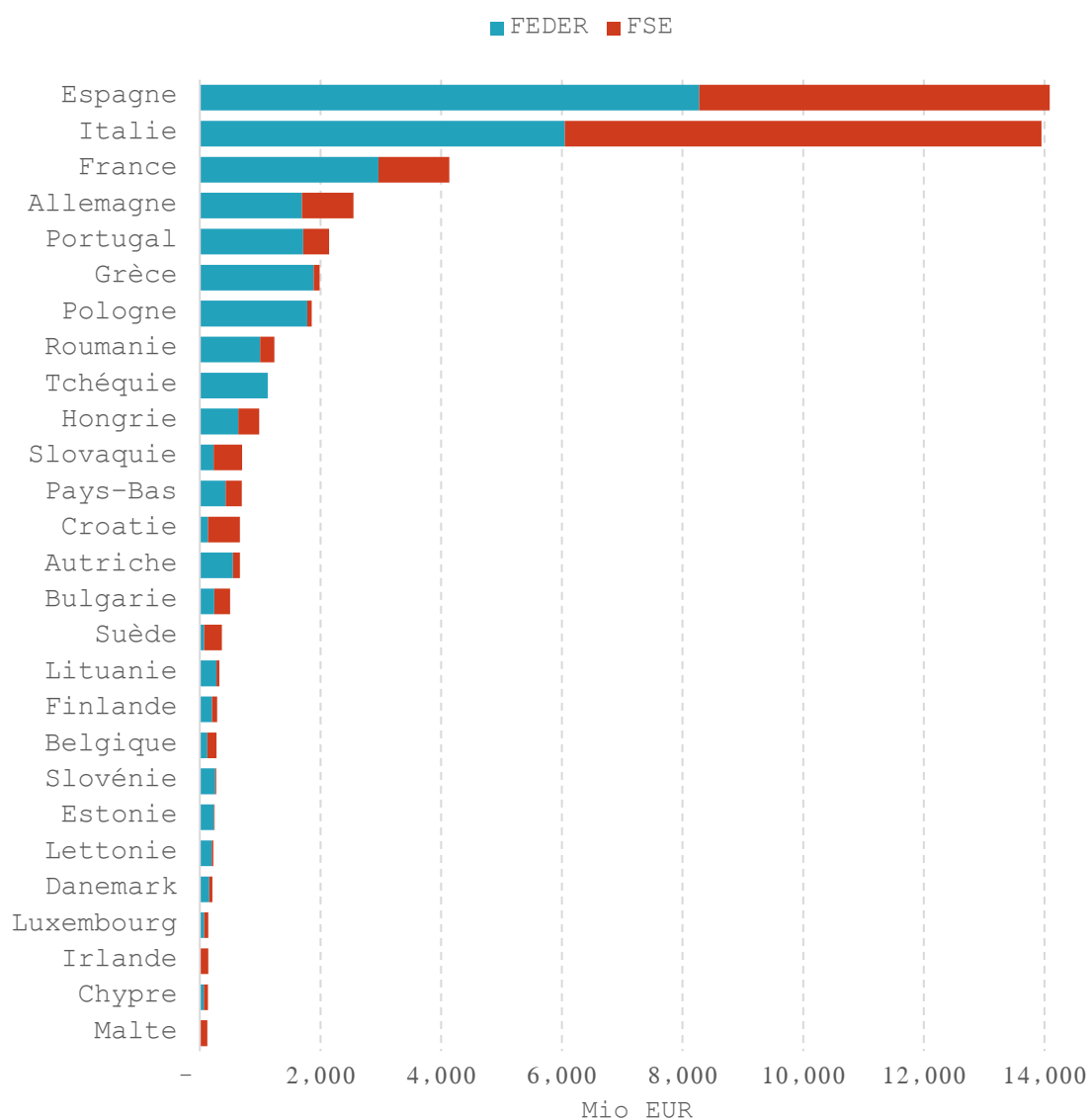
Données supplémentaires

Valeurs médianes des opérations par État membre

Pays	Durée médiane (jours)	Date médiane de début	Coût médian (en EUR)
Autriche	596	12/05/2021	894 955
Bulgarie	303	16/09/2022	116 790
Croatie	669	30/09/2021	824 574
Chypre	1 429	01/02/2020	70 000 000
Tchéquie	526	20/09/2021	102 002
Estonie	526	10/01/2022	100 000
France	729	01/01/2021	297 975
Allemagne	288,5	18/12/2022	50 050
Grèce	639	01/04/2020	204 233
Italie	366	27/01/2022	65 663
Luxembourg	1 429	01/02/2020	34 718 690
Pologne	364	01/07/2022	77 318
Portugal	180	28/01/2021	5 411
Slovaquie	244	01/02/2023	165 579
Slovénie	821	01/12/2020	166 667
Espagne	326	09/02/2021	2 500

Remarque: les données relatives aux opérations ne sont disponibles que pour les pays mentionnés ci-dessus, qui représentent collectivement 93 % des dotations de REACT-EU. Les valeurs indiquent la médiane de toutes les opérations déclarées dans le pays concerné.

Budget total REACT-EU par pays



Source: Commission européenne.

Le tableau ci-dessous présente une sélection d'indicateurs pertinents pour les objectifs de REACT-EU ainsi que des indicateurs spécifiques à la COVID-19. Les valeurs présentées reflètent la situation telle qu'elle était à la fin de 2022¹. Il s'agit des dernières données qui étaient disponibles au moment de la rédaction du présent document. Ces valeurs devraient donc être plus élevées à la fin de la période de mise en œuvre en 2023 et plus proches des objectifs fixés pour cette date².

Lien entre les objectifs de REACT-EU et certains indicateurs communs et indicateurs spécifiques à la COVID-19³

Indicateurs du FEDER			
Objectif	Indicateur	Valeur atteinte à la fin de 2022	décidés/taux de mise en œuvre à la fin de 2022 ⁴
Soutien aux entreprises (fonds de roulement pour les PME et chômage partiel)	Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien (CO01)	354 000 entreprises	90 % décidés 77 % mis en œuvre
	Nombre d'entreprises bénéficiant de subventions (CO02)	66 000 entreprises	69 % décidés 53 % mis en œuvre
	Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien financier autre que des subventions (CO03)	50 000 entreprises	70 % décidés 61 % mis en œuvre
	Investissements privés complétant un soutien public aux entreprises – subventions (CO06)	114 000 000 EUR	130 % décidés 11 % mis en œuvre

¹ Il convient de noter qu'à la fin de 2022, moins de deux ans s'étaient écoulés depuis l'adoption de REACT-EU le 23 décembre 2020.

² Compte tenu du contexte incertain dû aux crises qui se déroulaient, il était difficile de fixer des objectifs. Cet aspect est examiné plus en détail dans l'évaluation ex post du FEDER et du Fonds de cohésion pour la période de programmation 2014-2020.

³ Les indicateurs utilisés par moins de 15 % des programmes ont été exclus en raison du manque de comparabilité.

⁴ Rapport entre les valeurs décidées et mises en œuvre par rapport aux objectifs. Il convient de noter que les valeurs devaient atteindre 100 % à la fin de 2023.

Soins de santé	Population couverte par des services de santé améliorés (CO35)	195 000 personnes	96 % décidés 39 % mis en œuvre
Investissements dans l'emploi, l'éducation et les services sociaux	Capacité des infrastructures de garde d'enfants ou d'enseignement bénéficiant d'un soutien (CO36)	8 000 000 personnes	212 % décidés 29 % mis en œuvre
Investissements contribuant à la transition vers une économie verte et numérique	Diminution de la consommation annuelle d'énergie primaire des bâtiments publics (CO32)	33 000 000 kWh/an	29 % décidés 14 % mis en œuvre
	Diminution annuelle estimée des émissions de gaz à effet de serre (CO34)	38 000 tonnes d'équivalent CO ₂	53 % décidés 4 % mis en œuvre
Indicateurs spécifiques à la COVID-19			
Soutien aux entreprises (fonds de roulement pour les PME et chômage partiel)	Nombre de PME ayant bénéficié d'un soutien financier non remboursable pour leur fonds de roulement (subventions) dans le cadre de la réaction à la COVID-19 (CV22)	113 000 entreprises	91 % décidés 68 % mis en œuvre
	Nombre de PME soutenues par des fonds de roulement autres que des subventions (instruments financiers) dans le cadre de la réaction à la COVID-19 (CV23)	46 000 entreprises	92 % décidés 56 % mis en œuvre
Soins de santé	Valeur des équipements de protection individuelle achetés (CV1)	52 000 000 EUR	124 % décidés 13 % mis en œuvre
	Personnes vaccinées contre la COVID-19 (CV64)	49 000 000 personnes	113 % décidés 102 % mis en œuvre

Investissements dans l'emploi, l'éducation et les services sociaux	Valeur des technologies de l'information liées à la COVID-19 pour le secteur de l'enseignement (CV4c)	179 000 000 EUR	91 % décidés 37 % mis en œuvre
Indicateurs FSE			
Objectif	Indicateur⁵	Valeur atteinte	Taux de participation/de réussite⁶
Soutien aux entreprises (fonds de roulement pour les PME et chômage partiel)	Chômeurs, y compris les chômeurs de longue durée (CO01)	453 000 personnes	20,6 % du total des participants
	Chômeurs de longue durée (CO02)	184 000 personnes	8,4 % du total des participants
	Inactifs (CO03)	672 000 personnes	30,5 % du total des participants
	Personnes exerçant un emploi, y compris les indépendants (CO05)	1 000 000 personnes	49,0 % du total des participants
	Autres personnes défavorisées (CO17)	119 000 personnes	5,4 % du total des participants
	Participants inactifs engagés dans la recherche d'un emploi au terme de l'opération bénéficiant d'un soutien (CR01)	70 000 personnes	10,5 % des participants inactifs
	Participants exerçant un emploi, y compris à titre indépendant, au terme de l'opération bénéficiant d'un soutien (CR04)	257 000 personnes	11,7 % du total des participants

⁵ Ces indicateurs mesurent le nombre total de participations enregistrées. En théorie, une personne pourrait participer plus d'une fois à des opérations financées par le FSE. Toutefois, étant donné que, dans la pratique, le nombre de cas de ce type est limité, les termes «participations», «participants» et «personnes» sont utilisés de manière interchangeable.

⁶ Pour les indicateurs de réalisation communs, le taux de participation mesure la part dans le total des participations à REACT-EU financées par le FSE. Pour les indicateurs de résultat, le taux de réussite mesure la part des résultats positifs parmi la population des participants concernés.

Investissements dans l'emploi, l'éducation et les services sociaux	Chômeurs, y compris les chômeurs de longue durée (CO01)	453 000 personnes	20,6 % du total des participants
	Chômeurs de longue durée (CO02)	184 000 personnes	8,4 % du total des participants
	Inactifs (CO03)	672 000 personnes	30,5 % du total des participants
	Personnes inactives ne suivant ni études ni formation (CO04)	142 000 personnes	6,4 % du total des participants
	Personnes exerçant un emploi, y compris les indépendants (CO05)	1 000 000 personnes	49 % du total des participants
	Personnes de moins de 25 ans (CO06)	678 000 personnes	30,8 % du total des participants
	Personnes de plus de 54 ans (CO07)	294 000 personnes	13,3 % du total des participants
	Participants de plus de 54 ans sans emploi, y compris les chômeurs de longue durée, ou personnes inactives ne suivant ni enseignement ni formation (CO08)	112 000 personnes	5,1 % du total des participants
	Migrants, participants d'origine étrangère, minorités (y compris les communautés marginalisées telles que les Roms) (CO15)	370 000 personnes	16,8 % du total des participants
	Participants handicapés (CO16)	158 000 personnes	7,2 % du total des participants
	Autres participants défavorisés (CO17)	119 000 personnes	5,4 % du total des participants
	Participants inactifs engagés dans la recherche d'un emploi au terme de l'opération bénéficiant d'un soutien (CR01)	70 000 personnes	10,5 % des participants inactifs

	Participants suivant un enseignement ou une formation au terme de l'opération bénéficiant d'un soutien (CR02)	63 000 personnes	2,9 % du total des participants
	Participants obtenant une qualification au terme de l'opération bénéficiant d'un soutien (CR03)	244 000 personnes	11,1 % du total des participants
	Participants exerçant un emploi, y compris à titre indépendant, au terme de l'opération bénéficiant d'un soutien (CR04)	257 000 personnes	11,7 % du total des participants
Indicateurs spécifiques à la COVID-19			
Soutien aux entreprises (fonds de roulement pour les PME et chômage partiel)	Valeur des actions du FSE visant à lutter contre la pandémie de COVID-19 ou ses effets (CV30)	5 920 000 000 EUR	Sans objet
	Participants soutenus dans le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID-19 ou ses effets (CV31)	5 730 000 personnes	Sans objet
Soins de santé	Personnel de santé ayant bénéficié du soutien du FSE (CVHC)	68 000 personnes	Sans objet
Investissements dans l'emploi, l'éducation et les services sociaux	Participants ayant bénéficié d'un soutien dans le cadre de dispositifs de chômage partiel (CVST)	1 314 000 personnes	Sans objet
	Participants ayant conservé leur emploi six mois après la fin du soutien (CVR1)	888 000 personnes	Sans objet

Source: Commission européenne.